

DEKRA Industrial SAS
AGENCE HAUTS DE FRANCE
Rue Pierre et Marie Curie
Zone Artisanale du 14 juillet
62223 ST LAURENT BLANGY
Tel : 03.20.16.33.90

Maître d'ouvrage :

MME Mary TRANG

MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG GRAND NORD

**32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031
59043 LILLE CEDEX**



DUNKERQUE PRHF - Relogement du tribunal de commerce

Ouvrage(s) : | Tribunal de commerce

Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Projet

Maître d'Ouvrage :

MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG GRAND NORD
32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031
59043 LILLE CEDEX

Mission concernée :

F, Hand, L*, LE, P1, PV, S*

Nature des travaux :

Aménagement intérieur

Etabli par :

ALI KHOBZAQUI

Responsable d'affaires



Référence : **54180601/2**

Nombre de pages : 31

Date : 24 octobre 2024

Nota : Se reporter également au rapport complémentaire Installations Electriques



* Activités couvertes par l'accréditation COFRAC

Accréditation n° 3-105

Liste des implantations et portées disponibles sur www.cofrac.fr

DEKRA Industrial SAS.

Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1

www.dekra-industrial.fr - N°TVA FR 44 433 250 834

SAS au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



SOMMAIRE

1	DONNÉES GÉNÉRALES	3
1.1	OBJET DU RAPPORT	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION	3
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT	4
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS	5
1.6	CLASSEMENT	5
1.7	FORMULATION DES AVIS	7
1.8	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS	8
2	AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....	9
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS	9
2.2	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	10
2.3	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	13
2.4	RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 2 ^{ème} GROUPE	14
2.5	ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES	23
2.6	MISSION PV.....	30
2.7	FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS	31



1 DONNÉES GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission F + Hand + L + LE + P1 + PV + S de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

DONNEUR D'ORDRE

**MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG
GRAND NORD
32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031
59043 LILLE CEDEX**

MAITRE D'OUVRAGE

**MINISTERE DE LA JUSTICE - DIR SG
GRAND NORD
32-50 BOULEVARD CARNOT - CS70031
59043 LILLE CEDEX**

1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

- **Adresse du chantier :** **124 rue du magasin général
ZAC des Bassins
59140 DUNKERQUE**
- **Nature et objet des travaux :**

Résumé du programme de travaux

Travaux de cloisonnement, menuiseries, revêtement de sol, électricité, CVC...



Description du site

Zone inondable : non

Présence d'avoisinant : non

Intervention dans l'existant : oui

Aménagement d'un tribunal de commerce au RDC dans un bâtiment existant

Description des bâtiments

Tribunal de commerce

Nombre d'étages au-dessus du rez-de-chaussée : 5

➤ Caractéristiques des ouvrages :

Conditions d'accessibilité et desserte :

Existant

Description et isolement par rapport aux tiers :

Inchangé

➤ Classement des locaux

Locaux à risques particuliers :

Incendie	Local archives, local documentations, local technique, local rangement et local fournitures.
Explosion	Sans objet
Choc électrique	Sans objet

Installations classées :

Néant

1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.



En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

cf page de garde

➤ **Limites d'intervention sur existants :**

Nota: Les diagnostics parasites du bois, les repérages amiante et les diagnostics plomb avant travaux ne relèvent pas des prestations de contrôle technique construction, tel que défini par la loi du 4 janvier 1978 (modifiée par ordonnance du 8 juin 2005).

Il est de la responsabilité du maître d'ouvrage de les diligenter avant le démarrage des travaux.

1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

➤ **Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux**

Les avis des Services Administratifs concernés et notamment ceux de la Commission de Sécurité compétente doivent être impérativement pris en compte .

Les prescriptions particulières annexées au Permis de construire ou à l'autorisation de travaux ne nous ont pas été transmises.

1.6 CLASSEMENT

Tribunal de commerce

Etablissement recevant du public :

Catégorie : 5



Type(s) et / ou activité(s) principale(s) : L - Salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles, ou usages multiples

Type(s) et / ou activité(s) secondaire(s) : W - Administrations, banques, bureaux

Présence de locaux à sommeil : non

Etablissement pénitentiaire : non

Classement incendie :

Source de classement : Notice de sécurité

Effectifs : Total = 53

Désignation ou niveaux	Mode de calcul	Public	Personnel	Cumul
RDC	Type L	26	27	53

Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : non

Date du référentiel applicable prise par hypothèse en l'absence d'autorisation administrative : 23/09/2024

Classement vis-à-vis de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :

Etablissement recevant du public situé dans un cadre bâti existant.



1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués au CCTP, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux
- **PM : pour mémoire**
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.



1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

DOCUMENTS	INDICE
CCTP, plans et notice	



2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 2ième GROUPE			
Arrêté du 25 Juin 1980 livre 1 et arrêté du 22 Juin 1990 modifiés -Etablissement de 5 ième catégorie			
1	Article GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité	Nous transmettre l'avis de la commission de sécurité sur l'AT.	S
ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES			
CCH et arrêté du 8 décembre 2014 modifié - Accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public			
2	➤ SANITAIRES ➤ Atteinte et usage ➤ Le cabinet d'aisances adapté comporte : Dispositif de fermeture de la porte	A préciser	S
3	➤ SANITAIRES ➤ Atteinte et usage ➤ Lavabo adapté : Accessibilité en position assise de la robinetterie	Préciser si commande de robinet à 40 cm de l'angle rentrant.	S



2.2 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

Analyse par ouvrages et éléments d'équipements

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><i>SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS DISSOCIABLES OU INDISSOCIABLES</i></p> <p>Définition générale suivant la norme NF P 03-100</p>	<p>Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.</p> <p>Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.</p>	<p>PM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Obligation des acteurs de l'acte de construire	<p>Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante.</p> <p>A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">1 - L'identification du responsable des vérifications techniques.2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis.3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).	PM
Expression des avis sur l'ouvrage	<p>Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises.</p> <p>Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage.</p> <p>Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.</p>	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
CONCEPTION D'ENSEMBLE		
Hypothèses de calcul - Référentiels utilisés; Charges particulières définies par le Maître d'Ouvrage	Les hypothèses de calcul devront être clairement mentionnées dans les notes de calcul structure et sur les plans d'exécutions.	PM
ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS		
Cloisons (distribution - doublage)		F
Revêtements de sol	Carrelage scellé de classement UPEC U4P4E3C2. L'avis technique de la chape sera à nous transmettre en exécution.	F
Revêtements muraux	Prévu peinture.	F
Faux plafonds - plafonds		F
Plomberie		F
Ventilation - Climatisation		F



2.3 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>SOLIDITE DES EXISTANTS</i>		
Définition générale de la mission	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.	PM
<i>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</i>		
Examen du programme de travaux en lien avec l'état des existants.		F
<i>EXAMEN DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT</i>		
Plans et notes justificatives des ouvrages renforcés – ouvrages finalisés		PM



2.4 RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 2ième GROUPE

Arrêté du 25 Juin 1980 livre 1 et arrêté du 22 Juin 1990 modifiés -Etablissement de 5 ième catégorie

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>Livre 1 DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC</p> <p><i>Chapitre 1</i> <i>CHAPITRE UNIQUE</i></p> <p>Section 01 Classement des établissements</p> <p>Article GN 1 Classement des établissements</p> <p>Article GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux</p> <p>Article GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux</p> <p>Section 02 Adaptation des règles de sécurité et cas particuliers d'application du règlement</p>	<p>ERP de 5ème catégorie.</p> <p>Type W et L.</p>	<p>F</p> <p>F</p> <p>SO</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité	Nous transmettre l'avis de la commission de sécurité sur l'AT.	S
Article GN 5 Établissement comportant des locaux de types différents		PM
Article GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux	Concerne l'exploitant	PM
Article GN 7 Établissements situés dans les immeubles de grande hauteur		SO
Article GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation.	Flash lumineux dans sanitaire.	F
Article GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants		PM
Article GN 10 Application du règlement aux établissements existants		PM
Section 03 Contrôles des établissements		
Article GN 11 Notification des décisions		PM
Article GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Section 04 Travaux		
Article GN 13 Travaux dangereux	Concerne l'exploitant des locaux	PM
Section 05 Normalisation		
Article GN 14 Conformité aux normes essais de laboratoires		PM
Livre 3 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS DE 5EME CATEGORIE		
<i>Chapitre 1</i>		
Article PE 1 Objet - textes applicables		PM
Article PE 2 Établissements assujettis		PM
Article PE 3 Calcul de l'effectif		F
Article PE 4 Vérifications techniques		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p><i>Chapitre 2</i> <i>Règles techniques</i></p>		
Section 1 Construction, dégagements et gaines		
Article PE 5 Structures, patios et puits de lumière	Disposition existante suffisante.	SO
Article PE 9 Locaux présentant des risques particuliers	Local archives, local documentations, local technique, local rangement et local fournitures. Traité EI 60 en paroi et plafond avec bloc-porte CF 1/2h muni de ferme porte.	F
Article PE 11 Dégagements	Le bâtiment dispose : <ul style="list-style-type: none">• D'un accès pour le public donnant sur la rue du magasin général depuis l'entrée de 2 UP porte tiercée dans le hall).• D'une issue de secours donnant sur la rue du magasin général depuis la salle des délibérés avec une porte tiercée de 2 UP (accessoire : sens d'ouverture vers l'extérieur)• De deux issues de secours donnant sur la cour intérieure depuis un bureau et le local détente avec une porte simple de 1 UP (accessoire : sens d'ouverture vers l'extérieur). Ces 2 locaux resteront ouverts.	F
Article PE 12 Conduits et gaines	Clapets CF pour les réseaux de ventilation en locaux à risques.	F
Section 2 Aménagements intérieurs		
Article PE 13	Voir AM	PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 3 Désenfumage	Au rez-de-chaussée : pas de pièce de plus de 300m ² ou de pièce aveugle de plus de 100m ² . Pas de désenfumage à prévoir. Pour la cage d'escalier présente dans la partie commune, désenfumage existant dispositif inchangé.	SO
Section 4 Installations d'appareils de cuisson destinés à la restauration		SO
Section 5 Chauffage, ventilation		
Article PE 20 Généralités		PM
Article PE 21 Installation d'appareils à combustion		SO
Article PE 22 Traitement d'air et ventilation		F
Article PE 23 Installation de ventilation mécanique contrôlée		F
Section 6 Installations électriques		RS
Section 7 Ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
Section 8 Moyens de secours		
Article PE 26 Moyens d'extinction	L'établissement sera doté d'extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres, à raison d'un appareil par zone de 200 m² ou 15 mètres. Les locaux à risques particuliers (local archives, documentation et technique) seront munis d'un extincteur approprié aux risques. Il est prévu l'affichage des consignes de sécurité et des plans d'évacuation.	F
Article PE 27 Alarme, alerte, consignes	Alarme type 4.	F
<i>Chapitre 3</i> <i>Règles complémentaires pour les établissements comportant des locaux réservés au sommeil</i>		
Article PE 37 Contrôle des établissements de 5ème catégorie comportant des locaux à sommeil		PM
<i>Chapitre 4</i> <i>Règles spécifiques aux hôtels</i>		
Section 1 Prescriptions applicables aux établissements à construire ou à modifier		
Article PO 1 Généralités		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article PO 7 Formation du personnel en sécurité incendie	A la charge de l'exploitant	PM
Section 2 Prescriptions applicables aux établissements existants		
<u>Article PO 12</u> <u>Formation du personnel en sécurité incendie</u>	A la charge de l'exploitant	PM
<i>Chapitre 5</i> <i>Règles spécifiques aux établissements de soins</i>		
Article PU 1 Généralités		PM



ERP 5 ième catégorie - Arrêté du 25 Juin 1980 Articles AM

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Chapitre 3 AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER		
Article AM 1 Généralités		PM
Section 1 Produits et matériaux de parois		
Article AM 2 Produits et matériaux de parois		PM
Article AM 3 Parois des dégagements protégés		SO
Article AM 4 Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux		PM
Article AM 5 Plafonds des dégagements non protégés et des locaux		PM
Article AM 6 Parties transparentes ou translucides incorporées dans les plafonds suspendus ou tendus des dégagements non protégés et des locaux..		SO
Article AM 7 Sols des dégagements non protégés et des locaux		PM
Article AM 8 Produits d'isolation		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 5 Éléments à vocation décorative Article AM 19 Arbres de Noël et décorations florales		PM



2.5 ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

CCH et arrêté du 8 décembre 2014 modifié - Accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Code de la Construction et de l'Habitation, titre VI, chapitre IV	Dispositions applicables aux établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant ou aux installations ouvertes au public existantes.	PM
ARTICLE R. 164-1 DEFINITIONS ET OBLIGATIONS	L'arrêté du 8 décembre 2014 est pris en application pour les demandes de permis de construire et demandes d'autorisations de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public déposées à compter du 1 ^{er} janvier 2015.	PM
ARTICLES 2 à 19 DE L'ARRETE DU 8 DECEMBRE 2014 MODIFIE	Les articles 2 à 20 de l'arrêté du 8 décembre 2014 définissent les règles techniques d'accessibilité applicables aux ERP situés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes.	



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
GENERALITES	<p>Les obligations définies ci-dessous, sont à respecter afin d'assurer l'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ainsi que leurs abords.</p> <p>Il est à noter que certains points de la réglementation, visant notamment les handicaps sensoriels, ne font pas encore l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis correspondants portés au présent rapport sont donc établis selon l'appréciation propre du contrôleur, au vu des dispositions présentées, sans préjuger d'interprétation contraire.</p> <p>Nous attirons votre attention sur les valeurs dimensionnelles indiquées dans le présent rapport qui sont des valeurs limites : minimales (exemple: largeur de passage, etc.) ou maximales (exemple : degré des pentes, etc.). En conséquence, nous conseillons d'intégrer une tolérance à la conception pour tenir compte des aléas de la réalisation afin d'être assuré du respect de ces valeurs limites réglementaires à l'issue de l'exécution. Nous rappelons que seule la mesure sur l'ouvrage fini comptera.</p>	PM
CHEMINEMENTS EXTERIEURS	<p>Un cheminement accessible permet d'accéder à l'entrée principale, ou à une des entrées principales, des bâtiments depuis l'accès au terrain.</p> <p>Dès lors qu'une entrée principale ne peut pas être rendue accessible selon les dispositions prévues à l'article 4, l'accessibilité d'une entrée dissociée peut être envisagée. Cette entrée est signalée et ouverte à tous en permanence pendant les heures d'ouverture.</p> <p>Lorsque les caractéristiques du terrain ne permettent pas la réalisation d'un cheminement accessible depuis l'extérieur du terrain, un espace de stationnement adapté tel que défini à l'article 3 est prévu à proximité d'une entrée accessible du bâtiment et se trouve relié à celle-ci par un cheminement accessible.</p>	SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
STATIONNEMENT AUTOMOBILE	Les parcs de stationnement intérieur ou extérieur à l'usage du public dépendant d'un ERP ou d'une IOP doivent comporter des places de stationnement adaptées et localisées à proximité d'une entrée, de la sortie accessible, du hall d'accueil ou de l'ascenseur et reliées par un cheminement accessible.	SO
ACCES A L'ETABLISSEMENT OU A L'INSTALLATION	Le niveau d'accès principal au bâtiment doit être accessible en continuité avec le cheminement extérieur accessible.	SO
ACCUEIL DU PUBLIC	Au moins un des points d'accueil (si plusieurs dans un même volume) doit être accessible et signalé. Les espaces ou équipements dédiés à la communication doivent faire l'objet d'une qualité d'éclairage renforcée (voir § ECLAIRAGE ci-après).	
<u>Banque d'accueil et mobilier en faisant office</u>		F
Utilisable en position debout et assise		F
Permettre la communication visuelle entre les usagers et le personnel		F
Si nécessité d'utiliser un clavier, lire ou écrire :		F
Hauteur < = 0,80 m		F
Prévoir espace vide en partie inférieure (p > = 0,30 m, l > = 0,60 m, h > = 0,70 m)		F
Disposition non applicable si accueil situé à un niveau non desservi par ascenseur ou élévateur.		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
CIRCULATIONS INTERIEURES HORIZONTALES	Les personnes handicapées doivent pouvoir accéder à l'ensemble des locaux ouverts au public de façon autonome par un cheminement sans danger avec des éléments le structurant qui sont repérables par les personnes malvoyantes.	
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
Profil en long		
Horizontal et sans ressaut (tolérances : ressaut à bords arrondis ou chanfreinés avec une hauteur ≤ 2 cm. H peut être portée à 4 cm si le ressaut comporte sur toute sa hauteur une pente $\leq 33\%$)		PM
Profil en travers		
Largeur $\geq 1,20$ m, hors obstacles		F
Retrécissement ponctuel : largeur $\geq 0,90$ m sur une faible longueur		F
Dévers $\leq 3\%$		F
Espaces à aménager le long du cheminement (horizontaux au dévers près de 3%)		F
<u>Sécurité d'usage</u>		PM
CIRCULATIONS INTERIEURES VERTICALES		SO
REJETEMENTS DES SOLS, MURS ET PLAFONDS		
Pas de gêne visuelle ou sonore		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Tapis posés ou encastrés		PM
Dureté nécessaire pour ne pas gêner la progression des fauteuils		PM
Ressaut < = 2 cm		PM
Respect des valeurs réglementaires de temps de réverbération et de surface équivalente de matériaux absorbants ou à défaut, aire d'absorption équivalente représentant au moins 25% de la surface au sol des espaces réservés à l'accueil, à l'attente du public et aux salles de restauration.	Les fiches techniques avec les qualités acoustiques des revêtements et éléments absorbants participant au confort phonique des espaces réservés à l'accueil, à l'attente du public et aux salles de restauration seront à nous transmettre.	PM
PORTES, PORTIQUES ET SAS	Les portes, battantes ou automatiques, situées sur les cheminements doivent pouvoir être utilisées sans danger. Toutefois, lorsqu'un dispositif rendu nécessaire du fait de contraintes liées notamment à la sécurité ou à la sûreté s'avère incompatible avec les contraintes liées à un handicap ou à l'utilisation d'une aide technique, notamment dans le cas de portes à tambour, tourniquets ou sas cylindriques, une porte adaptée est installée à proximité de ce dispositif.	
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
Portes (locaux avec < 100 personnes)		
Largeur > = 0,80 m (passage utile 0,77 m)		F
Espace de manoeuvre de type porte		F
<u>Atteinte et usage</u>		PM
<u>Sécurité d'usage</u>		PM
SANITAIRES		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<u>Nombre</u>		
1 cabinet d'aisances par niveau accessible (si sanitaires prévus pour le public)		F
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
Espace d'usage : accessible par une personne en fauteuil roulant et situé latéralement à la cuvette et hors débattement de porte		F
Espace de manoeuvre (demi-tour) : à l'intérieur du cabinet d'aisances (à défaut à l'extérieur)	Dans le cas où cet espace de manoeuvre avec possibilité de demi-tour est situé à l'extérieur du cabinet d'aisances adapté, il est situé devant la porte ou, à défaut, à proximité de celle-ci. Un espace de manoeuvre de porte est nécessaire devant celle-ci.	F
<u>Atteinte et usage</u>		
Le cabinet d'aisances adapté comporte :		
Dispositif de fermeture de la porte	A préciser	S
Lave-mains : plan supérieur à une hauteur < = 0,85 m		PM
Surface assise de la cuvette : hauteur comprise entre 0,45 et 0,50 m, abattant compris	A l'exception des sanitaires destinés spécifiquement à l'usage des enfants	PM
Barre d'appui latérale :		
<i>Hauteur comprise entre 0,70 et 0,80 m</i>		PM
<i>Supporte le poids d'un adulte</i>		PM

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p>Lavabo adapté :</p> <p>Espace vide en partie inférieure : profondeur $\geq 0,30$ m, largeur $\geq 0,60$ m et hauteur $\geq 0,70$ m</p> <p>Accessibilité en position assise de la robinetterie</p>		PM
	Préciser si commande de robinet à 40 cm de l'angle rentrant.	S
<p>ECLAIRAGE</p> <p>Valeurs moyennes d'éclairement mesurées au sol en tenant compte des zones de transition entre les tronçons d'un parcours</p> <p>200 lux au droit des postes d'accueil ou mobiliers en faisant office</p> <p>100 lux en tout point des circulations intérieures horizontales</p>	<p>Les circulations intérieures et extérieures doivent avoir une qualité d'éclairage satisfaisante de sorte à ne pas créer de gêne visuelle.</p> <p>Pour apprécier le respect de l'éclairement minimum requis, la note de calcul (valeurs d'éclairement mesurées au sol) et les PV des mesures transmis par l'entreprise concernée, ainsi que les fiches techniques des appareils d'éclairage mis en œuvre dans les parties communes et cheminements extérieurs, avec la nature et la puissance des sources lumineuses installées seront à nous transmettre.</p>	PM
		PM



2.6 MISSION PV

Attestations d'essais de fonctionnement des installations techniques

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>MISSION PV</i>	<p>Dans le cadre de la mission PV, le contrôleur technique procède au récolement des attestations d'essais de fonctionnement des installations techniques, tels que définis par l'Agence Qualité Construction.</p> <p>Les modèles des attestations sont téléchargeables sur le site internet https://qualiteconstruction.com, elles sont à renseigner par les entreprises concernées, et à nous retourner dûment remplies et signées.</p> <p>Ces attestations correspondent aux vérifications finales avant réception, réalisées par l'entreprise sur ses équipements pour s'assurer de leur bon fonctionnement dans les conditions normales d'utilisation.</p> <p>A noter que ces essais ne sont pas considérés comme un processus d'autocontrôle qui doit, lui, se faire au fur et à mesure de l'avancement du chantier.</p>	PM



2.7 FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS

Fonctionnement des installations

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS</i>	<p>Au titre de la mission F, le contrôleur technique contribue à prévenir les aléas découlant d'un mauvais fonctionnement des installations définies dans le marché de contrôle.</p> <p>Par mauvais fonctionnement il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service conformément aux objectifs prévus par le référentiel de la mission, ou par des prescriptions contractuelles fixées par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique lors de l'établissement de son marché.</p> <p>Les avis émis en phase conception dans le présent rapport ne constituent qu'une présomption de la capacité des installations à respecter le objectifs de fonctionnement visés; le respect desdits objectifs ne pouvant être constaté que par la réalisation, par les entreprises, de mesures et essais en fin de travaux</p>	PM